

Interview

Olivier Nduhungirehe : « Le Rwanda a décidé de présenter Louise Mushikiwabo pour un troisième mandat à la tête de l'OIF »

François Soudan,

Jeune Afrique, 12 janvier 2026



Le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale,

Olivier Nduhungirehe, au Caire, le 19 décembre 2025.

© Evgeny Biyatov/SPUTNIK/SIPA

Paul Kagame a décidé de présenter de nouveau la candidature de la secrétaire générale lors du prochain Sommet de la Francophonie. Le ministre rwandais des Affaires étrangères l'annonce en exclusivité à JA, lors d'un entretien dans lequel il s'exprime également sur la crise dans la région des Grands Lacs.

À dix mois du XXe sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui se tiendra à Phnom Penh, au Cambodge, le Rwanda a pris les devants. Le deuxième mandat de Louise Mushikiwabo au poste de secrétaire général arrivant à expiration cette année et le dépôt des candidatures se clôтурant fin avril, le président Kagame a décidé de présenter de nouveau son ancienne ministre des Affaires étrangères et de le faire savoir sans plus tarder.

Si elle est réélue en novembre prochain, Louise Mushikiwabo, en poste depuis 2019, sera ainsi la seconde secrétaire générale de l'OIF à effectuer trois mandats, après l'ex-président sénégalais Abdou Diouf. Une décision annoncée en exclusivité à *Jeune Afrique* par le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, lors d'un entretien consacré également aux derniers développements de la crise dans la région des Grands Lacs.

Jeune Afrique : Six mois après la signature de l'accord de Washington entre la RDC et le Rwanda, et deux mois après celui de Doha entre la RDC et le mouvement M23, faut-il considérer que le processus de paix est dans l'impasse ?

Olivier Nduhungirehe : Les accords de Washington et de Doha sont essentiels pour une paix durable dans l'est de la RDC. Le Rwanda considère qu'ils fournissent un cadre approprié et complet, qui a le mérite de traiter des causes profondes de cette crise. Maintenant, ce qui est nécessaire, c'est la bonne foi et la volonté politique de les mettre en œuvre. Il serait donc souhaitable que les médiateurs américains et qataris s'engagent pour un retour à la table des négociations.

Le président congolais, Félix Tshisekedi, s'est rendu à deux reprises à Luanda au cours de la semaine du 5 janvier, et son homologue angolais, João Lourenço, dit avoir formulé de nouvelles propositions de sortie de crise. Êtes-vous informé de leur contenu ?

Non, et nous ne pensons pas qu'il y ait besoin d'un processus de plus ou d'une nouvelle médiation. Les accords de Washington et de Doha sont à la fois adéquats et suffisants. Celui de Doha, signé le 15 novembre dernier, comporte huit protocoles dont deux ont déjà été approuvés et six restent à négocier. L'ensemble règle quasiment tous les problèmes qui se posent.

À la suite de la prise d'Uvira par le M23 le 10 décembre 2025, les États-Unis ont accusé le Rwanda de « mener la région vers la guerre » et promis d'agir en cas d'obstacle au processus de paix. Craignez-vous des sanctions américaines ?

Après la chute d'Uvira, il y a eu les déclarations américaines que vous mentionnez, mais aussi un engagement diplomatique avec des discussions et des échanges de messages entre Kigali et Washington. Lors de ces

discussions, nous avons réitéré à la partie américaine notre disponibilité à soutenir le processus de paix et notre volonté de faire taire les armes.

Mais nous avons aussi rappelé qu'en dépit des accords et déclarations d'intention, il y a eu ces derniers mois des attaques et des bombardements incessants menés par l'armée congolaise contre les positions du M23 et contre la communauté Banyamulenge, ce qui n'est pas acceptable.

Où en sont vos relations avec le Burundi ? L'armée burundaise a-t-elle quitté le territoire congolais à votre connaissance ?

Les troupes burundaises sont toujours présentes en RDC, le gouvernement de Bujumbura l'a lui-même reconnu. Plus de 20 000 militaires ont été déployés dans le Sud-Kivu, lesquels ont imposé à Minembwe et ses environs un véritable blocus ethnique à l'encontre des ressortissants banyamulenge dans un contexte de discours de haine.

Après la chute d'Uvira, des réunions entre responsables sécuritaires burundais et rwandais ont eu lieu à la frontière les 14 et 28 décembre [2025] pour établir les modalités d'une désescalade. L'objectif du Rwanda est, et a toujours été, de rechercher l'apaisement avec le Burundi. Malheureusement, les déclarations du président Ndayishimiye et de son ministre des Affaires étrangères ne nous facilitent pas la tâche.

Le deuxième mandat de votre compatriote Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie arrivera à expiration à la fin de cette année. Le gouvernement rwandais envisage-t-il de présenter une nouvelle fois sa candidature au poste de secrétaire général ?

Lors de la dernière conférence ministérielle de l'OIF, qui s'est tenue en novembre dernier à Kigali, plusieurs États membres ont émis le souhait de voir Louise Mushikiwabo se représenter pour un troisième mandat. Cette reconnaissance représente un signal politique fort, dont le Rwanda a pris acte.

Au regard du bilan, largement reconnu et salué, de la secrétaire générale et après concertation avec cette dernière, le Rwanda a donc décidé de présenter de nouveau la candidature de Louise Mushikiwabo lors du sommet de l'OIF de Phnom Penh, au Cambodge, en novembre prochain.

Depuis 2019 et sous son leadership, l'OIF s'est engagée dans une transformation profonde, structurée et cohérente, qui a permis de renforcer sa crédibilité politique, sa lisibilité institutionnelle et son efficacité opérationnelle. Nous sommes donc tout à fait confiants quant au succès de cette proposition.

Au vu de l'état des relations entre le Rwanda d'une part, la RDC et le Burundi de l'autre, n'y a-t-il pas une forte probabilité que ces deux États s'opposent à la candidature de Louise Mushikiwabo ?

Les principes de l'OIF sont clairs : tout État membre dispose du droit de présenter un candidat au poste de secrétaire général et le Rwanda n'est nullement opposé à une compétition ouverte, saine et respectueuse. Mais j'insiste : la position du Rwanda repose sur le bilan des sept années passées par Louise Mushikiwabo. Un bilan documenté et mesurable qui a été unanimement salué lors des sommets de Djerba et de Villers-Cotterêts.